Code des assurances applicable en Nouvelle-Calédonie. *Partie législative.*

Historique :

Créé par :	Décret n° 76-666 du 16 juillet 1976 relatif à la codification des textes législatifs concernant les assurances.	JORF du 21 juillet 1976 Page 4341	JONC du 14 octobre 1977 Page 1010-
Modifié par :	Loi n° 81-5 du 7 janvier 1981 relative au contrat d'assurance et aux opérations de capitalisation.	JORF du 8 janvier 1981 Page 194	JONC du 25 mai 1981 Page 694
Modifié par :	Loi n° 82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles.	JORF du 14 juillet 1982 Page 2242	-
	Partiellement étendue par la loi n° 94-5 du 4 janvier 1994.	JORF du 5 janvier 1994 Page 236	JONC du 19 novembre 1996 Page 4545
Modifié par :	Loi n° 83-453 du 7 juin 1983 adaptant le code des assurances (partie législative) à la directive n° 79-267 du Conseil des Communautés Européennes.	JORF du 8 juin 1983 Page	JONC du 28 juin 1983 page 923
Modifié par :	Loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaire	JORF du 26 janvier 1985 Page 1097	JONC du 07 mai 1985 Page 546
Modifié par :	Loi n° 85-608 du 11 juin 1985 améliorant l'information des assurés et la transparence des contrats d'assurance vie et de capitalisation.	JORF du 20 juin 1985 Page 6808	
	Partiellement étendue par la loi n° 94-5 du 4 janvier 1994.	JORF du 5 janvier 1994 Page 236	JONC du 19 novembre 1996 Page 4545
Modifié par :	Loi n° 85-703 du 12 juillet 1985 relative à certaines activités d'économie sociale.	JORF du 13 juillet 1985 Page 7911	JONC du 25 septembre 1997 Page 3332-
	Partiellement étendue par la loi n° 94-5 du 4 janvier 1994.	JORF du 5 janvier 1994 Page 236	JONC du 19 novembre 1996 Page 4545
Modifié par :	Loi n° 85-863 du 2 août 1985 relatif à la codification des textes législatifs concernant les assurances.	JORF du 15 août 1985 Page 9383	-
Modifié par :	Décret n° 88-260 du 18 mars 1988 relatif à la codification de textes législatifs concernant les assurances.	JORF du 20 mars 1988 Page 3775	-
	Partiellement étendue par l'ordonnance n° 92-1148 du 12 octobre 1992.	JORF du 16 octobre 1992 Page 14515	JONC du 24 novembre 1992 page 3543 JONC du 16 décembre 1993 Pages 3890 et 3893
	Partiellement étendue par la loi n° 94-5 du 4 janvier 1994.	JORF du 5 janvier 1994 Page 236	JONC du 19 novembre 1996 Page 4545

Modifié par :	Loi n° 88-1201 du 23 décembre 1988 relatives aux organismes de placement collectif en valeurs mobilières et portant création des fonds communs de créances.	JORF du 31 décembre 1988 Page 16736	JONC du 31 décembre 1998 Page 5778
	Partiellement étendue par la loi n° 94-5 du 4 janvier 1994.	JORF du 5 janvier 1994 Page 236	JONC du 19 novembre 1996 Page 4545
Modifié par :	Loi n° 89-1014 du 31 décembre 1989 portant adaptation du code des assurances à l'ouverture du marché européen.	JORF du 3 janvier 1990 Page 63	JONC du 22 mai 1990 Page 1302
Modifié par :	Loi n° 90-509 du 25 juin 1990 modifiant le code des assurances et portant extension aux départements d'outre-mer du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles.	JORF du 27 juin 1990 Page 7488	JONC du 9 juillet 1996 Page 2578
Modifié par :	Loi n° 90-589 du 6 juillet 1990 modifiant le code de procédure pénale et le code des assurances et relative aux victimes d'infractions.	JORF du 11 juillet 1990 Page 8175	JONC du 16 décembre 1993 Page 3893 et Page 3891
Modifié par :	Ordonnance n° 92-255 du 4 mars 1992 portant extension et adaptation à la collectivité territoriale de Mayotte de certaines dispositions du livre II du code des assurances.	JORF du 20 mars 1992 Page 3950	-
Modifié par :	Loi n° 94-5 du 4 janvier 1994 modifiant le code des assurances (partie législative), en vue notamment de la transposition des directives n° 92-49 et n° 92-96 des 18 juin et 10 novembre 1992 du Conseil des communautés.	JORF du 5 janvier 1994 Page 236	JONC du 19 novembre 1996 Page 4545
Modifié par :	Loi n° 2005-1564 du 15 décembre 2005 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'assurance.	JORF du 16 décembre 2005 Page 19348	-
Modifié par :	Loi n° 2008-561 du 17 juin 2008 portant réforme de prescription civile.	JORF du 18 juin 2008 Page 9858	JONC du 8 juillet 2008 Page 4469
Modifié par :	Loi n° 2008-644 du 1 ^{er} juillet 2008 créant de nouveaux droits pour les victimes et améliorant l'exécution des peines.	JORF du 2 juillet 2008 Page 10611	JONC du 17 juillet 2008 Page 4669
Modifié par :	Loi n° 2014-896 du 15 août 2014 relative à l'individualisation des peines et renforçant l'efficacité des sanctions pénales.	JORF du 17 août 2014 Page 13647	JONC du 9 octobre 2014 Page 9537
Modifié par :	Loi du pays n° 2016-8 du 3 mai 2016 relative au livre III et au livre V du code des assurances applicable en Nouvelle-Calédonie.		JONC du 12 mai 2016 Page 3818

Livre V - Les intermédiaires d'assurance.

Article Lp 500

Pour l'application du présent livre, les mots : "entreprise d'assurance" désignent les entreprises mentionnées à l'article Lp 310-2 du présent code et les mutuelles régies par les dispositions de la loi du pays n° 2013-4 du 7 juin 2013 portant statut de la mutualité en Nouvelle-Calédonie.

Titre Ier - Intermédiation en assurance.

Chapitre Ier – Définition.

Article Lp 511-1

I. - L'intermédiation en assurance est l'activité qui consiste à présenter, proposer ou aider à conclure des contrats d'assurance ou à réaliser d'autres travaux préparatoires à leur conclusion. N'est pas considérée comme de l'intermédiation en assurance l'activité consistant exclusivement en la gestion, l'estimation et la liquidation des sinistres.

Est un intermédiaire d'assurance toute personne qui, contre rémunération, exerce une activité d'intermédiation en assurance.

II. - Les dispositions du second alinéa du I ne s'appliquent ni aux entreprises d'assurance, ni aux personnes physiques salariées d'une entreprise d'assurance, ni aux personnes qui, pratiquant une activité d'intermédiation en assurance, répondent à des conditions fixées par arrêté du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, ni aux personnes physiques salariées de ces personnes. Les conditions fixées par cet arrêté tiennent notamment à l'activité de l'intermédiaire, à la nature du contrat d'assurance et au montant de la prime ou de la cotisation.

III. - Pour cette activité d'intermédiation, l'employeur ou mandant est civilement responsable, dans les termes de l'article 1384 du code civil, du dommage causé par la faute, l'imprudence ou la négligence de ses employés ou mandataires agissant en cette qualité, lesquels sont considérés, pour l'application du présent article, comme des préposés, nonobstant toute convention contraire.

IV. – Un arrêté du gouvernement précise les conditions d'application du présent article et détermine les catégories de personnes habilitées à exercer une activité d'intermédiation.

Chapitre II - Principes généraux.

Section I - Obligation d'immatriculation.

Article Lp 512-1

I. - Les intermédiaires définis à l'article Lp 511-1 doivent être immatriculés sur un registre des intermédiaires d'assurance, qui est librement accessible au public.

Les décisions relatives à l'immatriculation au registre sont prises par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie.

Pour l'application du présent titre, le silence gardé par le gouvernement sur toute demande d'immatriculation au registre, au-delà de trois mois à compter de la date de son enregistrement, vaut décision de rejet.

Un arrêté du gouvernement précise les conditions d'immatriculation sur ce registre et détermine les informations qui doivent être rendues publiques.

L'immatriculation, renouvelable chaque année, peut être subordonnée au paiement préalable de frais d'inscription fixés conformément aux dispositions du 9° de l'article 127 de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie.

Selon des modalités définies par une convention, le gouvernement peut déléguer à un organisme mentionné dans celle-ci l'instruction des demandes d'immatriculation et la tenue du registre.

II. - Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux personnes physiques salariées d'un intermédiaire d'assurance.

Article Lp 512-2

Les entreprises d'assurance qui recourent aux services d'intermédiaires doivent s'assurer que ceux-ci sont immatriculés conformément aux dispositions de l'article Lp 512-1.

Section II - Autres conditions d'accès et d'exercice.

Article Lp 512-3

I. - Lors de leur immatriculation ou du renouvellement de celle-ci, les intermédiaires sont tenus de transmettre au gouvernement de la Nouvelle-Calédonie toute information nécessaire à la vérification des conditions relatives à l'accès à l'activité d'intermédiaire et à son exercice. Ils sont également tenus d'informer dans les meilleurs délais le gouvernement lorsqu'ils ne respectent plus les conditions prévues à la présente section.

II. - Le non-respect par les intermédiaires d'assurance des conditions prévues à la présente section entraîne leur radiation d'office du registre des intermédiaires d'assurance par le gouvernement. Celui-ci rend publique la radiation ainsi prononcée.

Sous-section 1 - Conditions d'honorabilité.

Article Lp 512-4

Sont soumis aux dispositions prévues aux I à V de l'article Lp 331-3 les intermédiaires personnes physiques qui exercent en leur nom propre, les personnes qui dirigent, gèrent ou administrent des intermédiaires personnes morales, les personnes qui sont membres d'un organe de contrôle, disposent du pouvoir de signer pour le compte ou sont directement responsables de l'activité d'intermédiation au sein de

ces intermédiaires, ainsi que les salariés des entreprises d'assurance qui sont directement responsables de l'activité d'intermédiation.

Sous-section 2 - Conditions de capacité professionnelle.

Article Lp 512-5

Sont déterminées par arrêté du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie les conditions de capacité professionnelle que doivent remplir les intermédiaires personnes physiques qui exercent en leur nom propre, les personnes qui dirigent, gèrent ou administrent des intermédiaires personnes morales ou des entreprises d'assurance, les personnes qui sont membres d'un organe de contrôle, disposent du pouvoir de signer pour le compte ou sont directement responsables de l'activité d'intermédiation au sein de ces intermédiaires ou entreprises, ainsi que les salariés de ces intermédiaires ou entreprises. Cet arrêté tient compte notamment de la nature de l'activité exercée par ces personnes et des produits distribués.

Sous-section 3 - Assurance de responsabilité civile.

Article Lp 512-6

Tout intermédiaire doit souscrire un contrat d'assurance le couvrant contre les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile professionnelle, sauf si cette assurance ou une garantie équivalente lui est déjà fournie par une entreprise d'assurance ou par un intermédiaire d'assurance ou par une autre entreprise pour le compte desquels il agit ou par lesquels il est mandaté ou si ces entreprises ou cet intermédiaire assument l'entière responsabilité des actes de cet intermédiaire. Dans tous les cas, les intermédiaires doivent être en mesure de justifier à tout moment leur situation au regard de cette obligation.

Sous-section 4 - Garantie financière.

Article Lp 512-7

Tout intermédiaire qui, même à titre occasionnel, encaisse des fonds destinés à être versés soit à une entreprise d'assurance, soit à des assurés, ou qui a recours à un mandataire non agent chargé de transmettre ces fonds, doit souscrire une garantie financière spécialement affectée au remboursement de ces fonds aux assurés, sauf si ce mandataire peut justifier lui-même d'une telle garantie.

Cette garantie ne peut résulter que d'un engagement de caution délivré par un établissement de crédit, une société de financement ou par une entreprise d'assurance régie par le présent code.

L'obligation prévue par le présent article ne s'applique pas aux versements pour lesquels l'intermédiaire a reçu d'une entreprise d'assurance un mandat écrit le chargeant expressément de l'encaissement des primes ou cotisations et éventuellement du règlement des sinistres.

Dans tous les cas, les intermédiaires doivent être en mesure de justifier à tout moment leur situation au regard de cette obligation.

Section III - Dispositions générales.

Article Lp 512-8

Un arrêté du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie précise les modalités d'application du présent chapitre et détermine les conditions de l'intermédiation.

Chapitre III - Dérogations aux principes généraux.

Ce chapitre ne comporte aucune disposition législative.

Chapitre IV - Contrôle des conditions d'accès et d'exercice.

Section I - Justifications exigées des personnes habilitées à présenter des opérations d'assurance ou de capitalisation

NB : Cette section ne comporte aucune disposition législative.

Section II - Modalités de contrôle spéciales aux conditions de capacité professionnelle.

NB : Cette section ne comporte aucune disposition législative.

Section III - Modalités de contrôle spéciales aux conditions d'honorabilité.

NB : Cette section ne comporte aucune disposition législative.

Section IV - Dispositions diverses et pénalités.

Article Lp 514-1

Les infractions aux dispositions du chapitre II du titre Ier du livre V sont punies d'un emprisonnement de deux ans et d'une amende de 715 990 F CFP, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Article Lp 514-2

Le fait de présenter en vue de leur souscription ou de faire souscrire des contrats pour le compte d'une entreprise non habilitée à pratiquer les opérations correspondantes en Nouvelle-Calédonie est puni d'une amende de 357 995 F CFP. En cas de récidive, une peine d'emprisonnement de six mois peut en outre être prononcée.

L'amende prévue au présent article est prononcée pour chacun des contrats proposés ou souscrits, sans que le total des amendes encourues puisse excéder 357 995 F CFP.

Article Lp 514-3

Lorsque le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a connaissance d'une infraction commise par un intermédiaire susceptible d'entraîner la radiation du registre mentionné au I de l'article Lp 512-1, ou lorsqu'il

Code des assurances applicable en Nouvelle-Calédonie.

fait usage de son pouvoir de sanction en application de l'article Lp 322-16, il en informe le cas échéant l'organisme délégataire chargé de la tenue de ce registre en application de l'article Lp 512-1.

Titre II - Informations à fournir par les intermédiaires.

Chapitre unique

Article Lp 520-1

I.- Avant la conclusion d'un premier contrat d'assurance, l'intermédiaire mentionné à l'article Lp 511-1 doit fournir au souscripteur éventuel des informations relatives notamment à son identité, à son immatriculation et aux procédures de recours et de réclamation, ainsi que, le cas échéant, à l'existence de liens financiers avec une ou plusieurs entreprises d'assurance.

II.- Avant la conclusion de tout contrat, l'intermédiaire doit :

1° Donner des indications quant à la fourniture de ce contrat :

a) S'il est soumis à une obligation contractuelle de travailler exclusivement avec une ou plusieurs entreprises d'assurance, l'intermédiaire l'indique au souscripteur éventuel et l'informe que peut lui être communiqué, à sa demande, le nom de ces entreprises d'assurance ;

b) S'il n'est pas soumis à une obligation contractuelle de travailler exclusivement avec une ou plusieurs entreprises d'assurance, mais qu'il n'est pas en mesure de fonder son analyse sur un nombre suffisant de contrats d'assurance offerts sur le marché, l'intermédiaire informe le souscripteur éventuel qu'il peut lui être communiqué, à sa demande, le nom des entreprises d'assurance avec lesquelles il travaille ;

c) S'il n'est pas soumis à une obligation contractuelle de travailler exclusivement avec une ou plusieurs entreprises d'assurance et qu'il se prévaut d'un conseil fondé sur une analyse objective du marché, il est tenu d'analyser un nombre suffisant de contrats d'assurance offerts sur le marché, de façon à pouvoir recommander, en fonction de critères professionnels, le contrat qui serait adapté aux besoins du souscripteur éventuel ;

2° Préciser les exigences et les besoins du souscripteur éventuel ainsi que les raisons qui motivent le conseil fourni quant à un produit d'assurance déterminé. Ces précisions, qui reposent en particulier sur les éléments d'information communiqués par le souscripteur éventuel, sont adaptées à la complexité du contrat d'assurance proposé.

III.- Le souscripteur est, le cas échéant, tenu informé des changements affectant l'une des informations mentionnées au I et au 1° du II lors du renouvellement ou de la modification du contrat.

Un arrêté du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie détermine les conditions d'application du présent article.

Article Lp 520-2

Les obligations prévues à l'article Lp 520-1 ne s'appliquent pas à la présentation d'un contrat couvrant les risques mentionnés à l'article L. 111-6.

Titre III - Dispositions spéciales aux courtiers et sociétés de courtage d'assurance.

Chapitre unique

Article Lp 530-1

Les personnes non assurées mais ayant effectué, à un courtier ou à une société de courtage immatriculés au registre mentionné à l'article Lp 512-1, des versements afférents à des contrats faisant l'objet d'un engagement apparent de la part d'une entreprise d'assurance, seront garanties par ladite entreprise lorsque l'assurance de responsabilité civile du courtier ou de la société de courtage qui a reçu ces versements ne peut être actionnée.

L'assureur qui a donné sa garantie en application des dispositions de l'alinéa précédent est subrogé dans les droits et actions appartenant à l'assuré en vertu de celles de l'article Lp 512-7.

Titre IV - Dispositions spéciales aux agents généraux d'assurance.

Chapitre unique.

Article Lp 540-1

Le contrat passé entre les entreprises d'assurance et leurs agents généraux, sans détermination de durée, peut toujours cesser par la volonté d'une des parties contractantes.

Néanmoins, la résiliation du contrat par la volonté d'un seul des contractants peut donner lieu à des dommages-intérêts qui sont fixés conformément à l'article 1780 du code civil.

Les parties ne peuvent renoncer à l'avance au droit éventuel de demander des dommages intérêts en vertu des dispositions ci-dessus.

Article Lp 540-2

Le statut des agents généraux d'assurance et ses avenants sont, après avoir été négociés et établis par les organisations professionnelles intéressées, approuvés par arrêté du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie.

Titre V - Dispositions spéciales aux mandataires non agents généraux d'assurance.

Chapitre unique.

Article Lp 550-1

Pour l'application du I de l'article Lp 512-1, les mandataires non agents généraux d'assurance, exerçant leur activité au nom et pour le compte d'une entreprise d'assurance et sous son entière responsabilité, et ne percevant ni les primes, ni les sommes destinées aux clients peuvent être immatriculés sur le registre des intermédiaires par l'entreprise qui les mandate.

Cette entreprise vérifie sous sa responsabilité qu'ils remplissent les conditions relatives à l'accès à l'activité d'intermédiaire et à son exercice.

Dans ce cas, l'entreprise d'assurance est tenue de communiquer au gouvernement de la Nouvelle-Calédonie ou le cas échéant à l'organisme délégataire qui tient le registre mentionné au I de l'article Lp 512-1, à sa demande, toute information nécessaire à la vérification des conditions d'accès et d'exercice des mandataires non agents généraux d'assurance qu'elle a immatriculés.